



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFÈTE DE L' ALLIER

**Direction
départementale des
territoires de l'Allier**

**Vichy Communauté
9, place Charles de Gaulle
03209 VICHY**

**Service police de l'eau de
l'Allier**

Dossier suivi par :
Sophie RUBANTEL

Mèl : sophie.rubantel@allier.gouv.fr

Tél. : 04 70 48 77 20

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Travaux de restauration hydromorphologique du Servagnon – Parcelle ZP0044 sur la commune de SAINT-REMY-EN-ROLLAT**

Courrier de notification de décision

Réf. : **0100015475**

YZEURE, le 28 Février 2023

Monsieur le Président,

Par mail en date du 23 Février 2023, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**Travaux de restauration hydromorphologique du Servagnon – Parcelle ZP0044
sur la commune de SAINT-REMY-EN-ROLLAT**

dossier enregistré sous le numéro : **0100015475**

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Les travaux devront toutefois respecter les prescriptions listées dans le présent courrier.

La Cistude d'Europe est présente à proximité du Servagnon et notamment au sein de l'ENS Boire des Carrés. Le printemps est la période qui correspond à la reprise d'activité de la Cistude après la pause hivernale, l'impact des travaux à cette période est donc très important. Nous notons également sur le secteur la présence de l'Agrion de Mercure et le Cuivré des Marais. Au vu de ces éléments, la période d'intervention ne pourra intervenir qu'entre Septembre et Octobre et devra respecter la chronologie de travaux suivante :

- Mettre en défens la zone de travaux (périmètre complet de la zone d'intervention élargi à 2 m)
- Prospector les pontes de Cuivré des marais au sein de la zone de mise en défens et mettre en exclos les zones de présence de pontes
- Réaliser une dune de ponte pour la Cistude d'Europe avec les matériaux prélevés
- Réensemencer la zone avec des espèces herbacées locales dès les travaux terminés pour éviter la colonisation par l'ambrosie et autre pionnière invasive

Le document présentant le mode opératoire complet et comprenant le déroulement et la chronologie des travaux prenant en compte les dates d'intervention possibles devra m'être transmis au plus tard 2 mois avant le démarrage des travaux. Ce document devra également démontrer, pour la capacité hydraulique, l'absence d'aggravation après travaux par rapport à la situation initiale.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet lorsque celui-ci n'aura pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration. .

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée à la préfecture, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Vous voudrez bien prévenir le service police de l'eau de la DDT (ddt-se@allier.gouv.fr) et l'Office Français de la Biodiversité (sd03@ofb.gouv.fr) de la date choisie pour les travaux.

La DDT sera informée de tous problèmes éventuels lors des travaux ainsi que des changements de nature d'intervention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Chef du Service Police de l'Eau



Francis PRUVOT

Copie pour information à :

- Préfecture de l'Allier
- Office Français de la Biodiversité



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFÈTE DE L'ALLIER

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT

TRAVAUX DE RESTAURATION HYDROMORPHOLOGIQUE DU SERVAGON – PARCELLE ZP0044
COMMUNE DE SAINT-REMY-EN-ROLLAT

DOSSIER N° **0100015475**

Le secrétaire général de la préfecture,
chargé de l'administration de l'État dans le département

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du SAGE Allier Aval, approuvé le 13/11/2015;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 23 février 2023, présenté par Monsieur Le Président de Vichy Communauté, enregistré sous le n°0100015475 et relatif à : Travaux de restauration hydromorphologique du Servagon – Parcelle ZP0044, sur la commune de Saint-Rémy-En-Rollat ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Vichy Communauté
9, place Charles de Gaulle
03209 VICHY**

concernant :

Travaux de restauration hydromorphologique du Servagon – Parcelle ZP0044
dont la réalisation est prévue dans la commune de SAINT-REMY-EN-ROLLAT.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.3.5.0	Travaux suivants, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D)	Déclaration	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de SAINT-REMY-EN-ROLLAT où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau SAGE Allier Aval pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'ALLIER durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de SAINT-REMY-EN-ROLLAT, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée à la préfecture au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance de la préfète qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Yzeure, le 28 février 2023

Pour le secrétaire général et par délégation

Le Chef du Service Police de l'Eau



Francis PRUVOT

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

